

Objectif spécifique 1.1 : Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental

Stratégie en Région

La pêche professionnelle en Corse s'organise aujourd'hui autour de trois pôles essentiels : une pratique dite « aux petits métiers, petits métiers côtiers et petits métiers du large », ou pêche artisanale qui représente 98% de la flotte, une pêche au corail, essentiellement pratiquée sur la côte occidentale de l'île, et mettant en œuvre des moyens très spécifiques et enfin une pêche chalutière, mettant en œuvre des moyens plus lourds et s'exerçant essentiellement sur la côte orientale et dans le canal de Corse.

Afin de soutenir cette profession, la Collectivité de Corse via l'Office de l'Environnement de la Corse souhaite travailler autour de 4 axes essentiels:

Valoriser la qualité des produits de la petite pêche côtière

Augmenter la valeur ajoutée des produits et améliorer leur valorisation sur les territoires permet aux producteurs d'augmenter significativement leurs revenus et assure aux consommateurs une meilleure qualité gustative et nutritionnelle. Ainsi, il conviendra de soutenir les investissements et la modernisation des infrastructures de la pêche. C'est pourquoi la Collectivité de Corse via l'Office de l'Environnement souhaite accompagner les ports de pêche (y compris études et diagnostics) dans les opérations qui visent à améliorer leur fonctionnement.

Amélioration de la connaissance pour la gestion de la ressource

Contribuer à la recherche d'une meilleure connaissance des activités de pêche et de ses impacts est essentiel, pour d'une part limiter ces impacts, d'autre part pour promouvoir le rôle clé de la Petite Pêche Côtière dans la gestion durable des écosystèmes marins et valoriser les bonnes pratiques de la filière. A ce titre, seront soutenues les actions visant à la connaissance des espèces halieutiques, au suivi régulier de l'état des stocks ainsi que l'amélioration des connaissances de l'impact des activités de pêche sur les stocks

Diversifier les activités, améliorer la sélectivité

La diversification des activités de pêche contribue à la diversification des sources de revenus des pêcheurs au travers d'activités complémentaires. Ainsi, seront soutenus des projets de complémentarité et de synergie entre les activités de la PPC et les autres activités du littoral puisqu'en s'intégrant dans les dynamiques locales existantes, ils permettront le renforcement de lien social entre les filières et leur territoire

Améliorer les conditions de travail et Communiquer sur l'image du métier afin de le valoriser

Améliorer les conditions de travail des pêcheurs permet de favoriser un métier où la santé et la sécurité des pêcheurs est préservée. Le recours à l'innovation et l'expérimentation permet l'émergence d'amélioration des outils de production, pour la sécurité d'une part et pour la limitation de l'incidence environnementale d'autre part. Ces innovations participent à l'amélioration de l'image de la filière et à l'attractivité des métiers. Il convient en conséquence de soutenir les investissements qui permettent de prévenir les accidents liés au travail, d'améliorer l'ergonomie à bord et le confort de l'équipage mais également de participer au coût d'acquisition du navire de pêche d'occasion en première installation pour un jeune qui souhaite créer son entreprise de pêche pour la première fois

Références réglementaires

Articles 14, 15, 16, 17, et 19 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Modernisation, adaptation et diversification des activités de pêche
- Conseil et formation
- Investissements dans les ports de pêche
- Recherche et innovation
- Actions collectives/Communication /Sensibilisation
- Installation jeunes pêcheurs
- Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.oec.fr

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) : Soutien à l'innovation :

La durée prévisionnelle du projet ne devra pas être supérieure à 3 ans ;

La majorité des actions du projet doit se dérouler sur le territoire régional, et les résultats seront diffusés à tous les acteurs de la Région.

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur un système oui/non :

Soutien aux entreprises

Commercialisation avec valeur ajoutée/valorisation des produits :

☐ Qualité des produits : travail avec un label reconnu (Label rouge, MSC, etc...)

☐ Attractivité de la filière : Pêcheur âgé de moins de 40 ans

Dimension collective :

☐ Projet impliquant toute une pêcherie ou le personnel d'un navire

Impact sur l'emploi :

☐ Maintien de l'emploi à bord ; ☐ Création d'emplois à bord.

Impact positif sur l'environnement :

☐ Qualité environnementale : Charte environnement et étude d'entreprise intégration de la séquence ERC « Éviter, Réduire, Compenser » dans les projets de grande ampleur, type aménagements portuaires

Environnement :

☐ Réduction de l'impact sur le milieu, les captures accidentelles ou accessoires

Ports de pêche

Équipement Ports de Pêche :

☐ Investissements reconnus comme étant prioritaires et accessoires dans le Plan Régional d'Organisation et d'Équipements des Ports de Pêche ;

Transition environnementale :

☐ Le projet contribue significativement à la transition énergétique

☐ Le projet contribue significativement à la transition écologique

☐ Le projet contribue significativement à l'amélioration des conditions de travail

Soutien à l'innovation :

☐ Qualité du consortium ;

☐ Qualité de l'organisation et de la faisabilité du projet ;

☐ Démonstration du caractère innovant ;

☐ Pertinence et étendue de l'innovation proposée ;

☐ Retombées prévisionnelles du projet sur les aspects économique, social, et environnemental

Intensité d'aide publique Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire
Taux de contribution du FEAMPA 70% des aides publiques
Indicateurs de résultat <ul style="list-style-type: none"> - Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons - Entités favorisant la durabilité sociale - Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation - Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes) - Ensemble de données et conseils mis à disposition - Emplois créés

REGION CORSE
Objectif spécifique 1.2 : Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 en remplaçant ou en modernisant les moteurs des navires de pêche
Stratégie en Région La transition énergétique des activités de pêche vers une réduction de l'utilisation des carburants fossiles répond à un double enjeu, écologique et économique. La poursuite des efforts déjà entrepris par la filière pour répondre à cet enjeu passera aussi par la modernisation de la motorisation des navires de pêche. En Corse, la flotte est composée à 98% de bateaux de - de 12 m , il conviendra dans ce cas que le bateau soit enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union depuis au moins cinq ans (équipé à la pêche) et que le nouveau moteur ou le moteur modernisé, n'ait pas une puissance exprimée en Kw supérieure à celle du moteur actuel . La Collectivité de Corse via l'Office de l'Environnement souhaite accompagner les professionnels de la pêche dans la transition énergétique. Ainsi, les moteurs peuvent être remplacés ou modernisés mais dans des conditions strictes. Pour les navires entre 12 et 24 mètres, une réduction de 20 % des émissions de CO2 devra être assurée . Il est important de noter que la capacité de pêche, retirée en raison du remplacement ou de la modernisation du moteur, ne peut être remplacée. Afin d'encourager ces investissements, le coût de l'expertise attestant de cette réduction des émissions de CO2 est éligible à la subvention.
Références réglementaires Article 18 du règlement (UE) 2021/1139
Types d'actions concernées Un seul type d'investissement sera mis en œuvre : ☐ Investissement dans la réduction de la consommation d'énergie et l'efficacité énergétique (moteurs) Ce type d'opération vise ici à soutenir le remplacement ou la modernisation d'un moteur principal ou auxiliaire d'un navire et remplissant les conditions définies par l'article 18 du règlement FEAMPA -

<p>Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires</p> <p>Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.oec.fr</p> <p>Critères spécifiques (hors critères réglementaires) : Sans objet</p>
<p>Critères de sélection</p> <p>La sélection s'appuiera sur un système oui/non :</p> <p>Soutien aux entreprises</p> <p>Commercialisation avec valeur ajoutée/valorisation des produits :</p> <p><input type="checkbox"/> Qualité des produits : travail avec un label reconnu (Label rouge, MSC, etc...)</p> <p>Impact positif sur l'environnement :</p>
<p><input type="checkbox"/> Qualité environnementale : si l'opération répond aux objectifs de la Politique Commune de la Pêche en matière environnementale notamment les économies d'énergie et réduction d'émission de gaz à effet de serre $\geq 25\%$</p> <p><input type="checkbox"/> Acquisition d'un nouveau type de propulsion : moteur nouvelle génération</p>
<p>Intensité d'aide publique</p> <p>Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire</p>
<p>Taux de contribution du FEAMPA</p> <p>70% des aides publiques</p>
<p>Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'opérations (pour la ppc) - Consommation d'énergie entraînant une réduction des émissions de CO2

REGION CORSE
Objectif spécifique 1.6 : Contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques

Stratégie en Région

Les opérations en faveur de la protection et de la préservation de la biodiversité marine

L'Office de l'Environnement de la Corse souhaite mettre en oeuvre des actions pertinentes comme les projets visant à protéger et restaurer les prairies sous-marines et les zones humides côtières qui constituent des puits de carbone majeurs. Par ailleurs sont également concernés, dans les zones Natura 2000 en mer, les projets d'organisation des ancrages des bateaux de plus de 24 m (interdiction, aménagement concertés et limités) mais aussi des zones des ZMEL et sites d'amarrages des activités de découverte (plongée, tourisme...).

L'Office ambitionne de soutenir la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins et côtiers. Un soutien est prévu pour les actions visant à la réalisation ou au maintien d'un bon état écologique du milieu marin conformément à la directive 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil («directive-cadre "stratégie pour le milieu marin"»), à la mise en œuvre de mesures de protection spatiales établies conformément à ladite directive et, conformément aux cadres d'action prioritaire établis en vertu de la directive 92/43/CEE du Conseil (directive «Habitats»), à la gestion, à la restauration et au suivi des zones Natura 2000, ainsi qu'à la protection des espèces prévue par la directive 92/43/CEE et la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil (directive «Oiseaux»).

L'OEC accompagnera les actions permettant de favoriser la mise en œuvre opérationnelle des documents de gestion, les programmes d'actions définis dans le cadre d'aires marines protégées, le soutien des initiatives de protection renforcée en accompagnant les besoins des gestionnaires d'aires marines en termes de moyens de surveillance et le soutien des partenariats dans la gestion et le suivi des sites (gestionnaires, scientifiques, professionnels de la mer).

Enfin seront favorisées l'animation des sites / AMP (financement d'une ingénierie dédiée sur la base d'un programme d'actions annuel : mise en œuvre des mesures de protection/suivi du milieu, appui technique aux porteurs de projets, évaluation...), l'accompagnement des besoins en termes de surveillance des espaces protégés (zones de protection fortes notamment), au bénéfice des gestionnaires d'aires marines : moyens humains, moyens en mer, équipement des zones (balisage, support de communications...), sans oublier le suivi et la valorisation scientifique des mesures de protection (caractérisation, mise en valeur de l'effet réserve).

Les opérations en faveur de la lutte contre les déchets en mer

Les enjeux environnementaux associés aux déchets plastiques sont multiples

L'Office de l'Environnement de la Corse souhaite soutenir les démarches visant à lutter contre la prolifération des déchets en mer et sur le littoral. Ainsi seront soutenues les études des points critiques à maîtriser pour limiter les pertes en mer ainsi que les études des pratiques actuelles de prévention/gestion (en mer/à terre) des déchets plastiques des filières de la pêche et de l'aquaculture.

L'OEC accompagnera les investissements dédiés dans les ports permettant de fournir des installations de réception des engins de pêche et équipements aquacoles.

Par ailleurs, seront aidées la recherche pour le développement de matériaux écoconçus afin de substituer les matières plastiques actuelles ainsi que les actions visant à la traçabilité des équipements de pêche et aquacoles. Enfin, seront soutenues les actions de développement et de mise en place des dispositifs pour faciliter la précollecte en mer. Le soutien aux filières et savoir-faire de réparation des engins de pêche et des équipements d'aquaculture pourra aussi être soutenu au titre de cette mesure. Enfin, l'OEC accompagnera les projets de valorisation et d'élimination des engins de pêche et des équipements aquacoles mais également le

développement du partage des connaissances et des bonnes pratiques moins productrices de déchets plastiques ainsi que la formation des acteurs aux meilleures pratiques actuelles en matière de développement durable et de réduction des déchets plastiques

Soutien à la recherche et l'innovation

Dans le cadre du soutien à l'innovation, les projets d'études et de recherche devront contribuer au développement de pratiques innovantes visant à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins, littoraux et à la lutte contre les déchets en mer.

Références réglementaires

Article 25 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Les opérations de lutte contre les déchets issus de la pêche et l'aquaculture en mer et sur le littoral
- Innovation pour limiter l'impact de la pêche sur le milieu marin
- Expérimentation d'actions locales en faveur de la protection et de la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins, hors mise en œuvre des directives européennes

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.oec.fr

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

Soutien aux entreprises :

- Les concessionnaires et gestionnaires des ports de pêche,
- Les organismes qualifiés de droit public ; Les entreprises de pêche ;
- La Collectivité de Corse ainsi que ses agences et offices
- Gestionnaires d'Aires Marines Protégées

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur un système oui/non :

Impact positif sur l'environnement :

Toute opération présentée dans le cadre de l'élaboration de programmes de préservation de la biodiversité devra conserver les habitats et les écosystèmes, afin d'accroître l'abondance des espèces marines et de contribuer ainsi à protéger les populations naturelles (y compris les expérimentations locales en faveur de la protection et de la préservation de la biodiversité)

Lutte contre les déchets :

Toute opération visant à la réduction des déchets en cohérence avec la stratégie régionale

Soutien à l'innovation :

Qualité du consortium ;

Qualité de l'organisation et de la faisabilité du projet ; Démonstration du caractère innovant ;

Pertinence et étendue de l'innovation proposée ;

Retombées prévisionnelles du projet sur les aspects économique, social, et environnemental

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons

REGION CORSE

Objectif spécifique 2.1 : Promouvoir les activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental

Stratégie en Région

La Corse possède des atouts environnementaux et géographiques indéniables pour l'élaboration de produits de haute qualité. Elle est donc un territoire propice au développement de la pisciculture et de la conchyliculture marine.

L'aquaculture corse est répartie sur tout le littoral de l'île, si elle ne crée pas d'emplois de masse, cette activité utilise une main d'œuvre qualifiée, voire très qualifiée, en raison de la technicité du secteur mais aussi du parti pris qualitatif qui permet de garantir l'avantage compétitif des productions corses.

L'île est d'ailleurs la première région française en termes de production de poissons adultes, et l'aquaculture représente la deuxième activité exportatrice de Corse après la viticulture. Plus précisément, près de 80% du volume produit dans les eaux insulaires sont exportés vers le continent et le reste de l'Europe. Néanmoins, Les professionnels font état de freins importants à ce développement.

À cette fin, la stratégie régionale se décline en trois axes essentiels :

Valoriser l'Excellence Corse

Après l'obtention du "label rouge" en 2011, l'ensemble de la profession ambitionne de hisser la production insulaire du poisson d'élevage à un niveau d'excellence en obtenant le certificat Indication géographique protégée (IGP). Trois espèces sont concernées : le loup, la daurade et le maigre.

Ainsi la Collectivité de Corse via l'Office de l'Environnement souhaite accompagner l'adhésion à cette démarche collective (marques collectives, etc....) ou individuelle (label rouge, bio, ASC etc....) d'obtention de certifications, ainsi que la diversification des revenus des entreprises aquacoles par le développement d'activités complémentaires en lien avec la production.

Promouvoir les modes de production respectueux de l'environnement

Le développement de l'aquaculture pose évidemment la question de son impact environnemental et de sa compatibilité avec les milieux naturels qui l'accueillent. A cet effet, la Corse veut défendre une aquaculture durable et responsable sans aucun traitement humain, pesticides ou antibiotiques, qui ne soit pas polluante et qui respecte les cycles naturels. En conséquence, seront soutenus les projets d'investissement dans des modes de production respectueux de l'environnement, la prise en compte du bien-être animal ainsi que la réduction de la production de déchets

Améliorer les conditions d'emploi et de travail afin d'augmenter l'attractivité pour ces filières

Seront soutenus, les projets visant à sécuriser les enceintes d'élevages, à améliorer notablement les conditions de sécurité et de travail pour les employés, à augmenter des parcs de production accompagnés de création d'emplois, à optimiser l'activité en terme de conditionnement, traitement et transport des produits (et donc économiser l'énergie), à diminuer la pénibilité des opérations de chargement et de transfert d'aliments, à aménager des sites de stockage à terre, à diminuer les contraintes logistiques et, enfin à avoir une meilleure qualité et conservation des produits.

Références réglementaires

Article 27 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles
- Recherche et innovation
- Installation aquacole
- Actions collectives, communication, médiation et animation des filières

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.oec.fr

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

Soutien à l'innovation :

- ☐ La durée prévisionnelle du projet ne devra pas être supérieure à 3 ans ;
- ☐ La majorité des actions du projet doit se dérouler sur le territoire régional, et les résultats seront diffusés à tous les acteurs de la Région

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur un système oui/non :

Aides aux investissements productifs en aquaculture

Commercialisation avec valeur ajoutée/valorisation des produits :

- ☐ Commercialisation avec valeur ajoutée/valorisation des produits
- ☐ Investissement avec valeur ajoutée

Impact sur l'emploi :

- ☐ Création d'activité
- ☐ Développement par l'entreprise du recours à l'alternance en vue de faciliter la transmission d'entreprise
- ☐ Amélioration des conditions de travail

Impact positif sur l'environnement :

- ☐ Impact positif sur l'environnement

Soutien à l'innovation :

- ☐ Qualité du consortium ;
- ☐ Qualité de l'organisation et de la faisabilité du projet ;
- ☐ Démonstration du caractère innovant ;
- ☐ Pertinence et étendue de l'innovation proposée ;
- ☐ Retombées prévisionnelles du projet sur les aspects économique, social, et environnemental

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé
- Emplois créés
- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Ensemble de données et conseils mis à disposition

Objectif spécifique 2.2 : Promouvoir la commercialisation, la qualité et la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que de la transformation de ces produits

Stratégie en Région

La filière de la commercialisation et la transformation des produits de la mer apporte une réponse aux enjeux d'alimentation en proposant une multiplicité de produits de qualité et en permettant d'occuper différents emplois.

Ainsi, la stratégie de la Collectivité de Corse via l'Office de l'Environnement concernant la transformation et la commercialisation des produits de la mer et de l'aquaculture se décline en trois grands axes comme suit:

Diversification des activités afin de valoriser les produits

Développer la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture afin de permettre l'amélioration de leur valorisation au travers de l'obtention de labellisation et de marque, avec un effet de levier sur l'amont de la filière. La stratégie régionale soutiendra en conséquence, les projets visant à rendre les labels et les signes de qualité plus lisibles pour les consommateurs et l'ensemble de la filière et à les mettre en oeuvre tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Il conviendra également d'encourager les campagnes de promotion pour les secteurs amont et aval, de la vente directe (pêche et aquaculture) pour les produits issus de techniques de production environnementalement performantes.

Amélioration des conditions de travail

L'amélioration des conditions de travail et la réduction de la pénibilité permettent de renforcer l'attractivité et la compétitivité des entreprises. Dans ce cadre sera favorisée la mise en oeuvre de projets s'inscrivant dans le cadre de la transition écologique et énergétique et améliorant la sécurité et les conditions de travail ainsi que permettant d'adapter les processus de transformation innovants à des produits nouveaux mais également aux signes de qualité ou aux produits issus de l'aquaculture biologique

Repositionnement de l'excellence environnementale

Pour cette programmation, la stratégie régionale Corse ambitionne de mettre en exergue l'excellence environnementale. Ainsi seront soutenus les procédés de commercialisation et de transformation respectueux de l'environnement et dans une démarche de transition écologique à l'instar des approches vertueuses des entreprises en termes de recirculation de l'eau, d'emploi de matériaux recyclables, de réduction et valorisation des déchets. Ce sont donc les projets permettant de limiter les impacts des entreprises de transformation sur l'environnement qui seront prioritaires

Références réglementaires

Article 28 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation
- Recherche et innovation
- Actions collectives, communication, médiation et animation des filières

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.oec.fr

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

Projets collectifs :

- ☐ Gestionnaires portuaires (concedant, concessionnaires ou autre autorité portuaire (ex : SMLK, SMPPC)) et leurs groupements (exemple : GIE regroupant les concessionnaires portuaires)
- ☐ Associations de la filière de dimension régionale et Organisme de Défense et de Gestion (ou préfiguration)
- ☐ Organisation de producteurs (hors éligibilité PPC)
- ☐ Structures professionnelles reconnus au Code Rural
- ☐ Prud'homies

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur un système oui/non :

Aide aux entreprises

Commercialisation avec valeur ajoutée/valorisation des produits :

- ☐ Le projet concerne la transformation de produits pêchés ou élevés en Corse
- ☐ Amélioration de la qualité des produits
- ☐ Transformation/Communication sur les produits certifiés ou labellisés

Impact sur l'emploi :

- ☐ Opération permettant la création d'emplois
- ☐ Opération permettant le maintien d'emplois
- ☐ Impact sur les conditions de travail / création d'emplois / étude sur la pénibilité du travail

Ports de pêche

Transition environnementale :

- ☐ Le projet contribue significativement à la transition énergétique
- ☐ Le projet contribue significativement à la transition écologique

Transition sociétale :

- ☐ Le projet contribue significativement à l'amélioration des conditions de travail

Structuration / Coopération :

- ☐ Le projet permet la mutualisation d'investissements, la mise en œuvre de pratiques harmonisées ou le partage de connaissance

Soutien à l'innovation :

- ☐ Qualité du consortium ;
- ☐ Qualité de l'organisation et de la faisabilité du projet ;

□ Démonstration du caractère innovant ;
□ Retombées prévisionnelles du projet sur les aspects économique, social, et environnemental

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation
- Ensemble de données et conseils mis à disposition -

REGION CORSE

Objectif spécifique 3.1 : Permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement durable des communautés de pêche et d'aquaculture

Stratégie en Région

Le développement local mené par des acteurs locaux (DLAL) est un outil destiné à impliquer les citoyens au niveau local dans l'élaboration de réponses aux défis sociaux, environnementaux et économiques.

La stratégie régionale soutient fortement le développement local qui mène au maintien et à la création des emplois directs (ou indirects) dans les filières pêche et aquaculture ainsi qu'au renforcement de la place des filières pêche et aquaculture dans le développement des territoires littoraux, dans une perspective de croissance bleue durable. Ces objectifs s'inscrivent dans l'action de groupements candidats, les « **GALPA** » qui ont pour missions :

- de consolider le dialogue au sein des territoires et de tisser des partenariats public/privé dans un mode de gouvernance large et concerté,
- d'améliorer les liens terre/mer et pêche /aquaculture.

Ainsi l'OEC inscrit quatre axes d'intervention auxquels doivent répondre les groupements souhaitant déposer une candidature en qualité de **GALPA** pour la période 2021-2027 :

- Apporter une valeur ajoutée, créer des emplois, attirer les jeunes et encourager l'innovation à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement des produits de la pêche, de l'aquaculture et de l'économie bleue durable
- Favoriser la diversification à l'intérieur ou hors des activités de pêche commerciale, l'apprentissage tout au long de la vie et la création d'emplois dans les zones tributaires de la pêche, de l'aquaculture et de l'économie bleue durable
- Renforcer et exploiter les atouts environnementaux des zones tributaires de la pêche, de l'aquaculture et de l'économie bleue durable y compris grâce à des actions d'atténuation du changement climatique
- Promouvoir le bien-être social et le patrimoine culturel dans les zones tributaires de la pêche, de l'aquaculture et de l'économie bleue durable

Références réglementaires

Articles 28 à 34 du règlement (UE) 2021/1060

Article 30 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Actions préparatoires
- Animation et renforcement des capacités de gestion des DLAL
- Mise en œuvre de la stratégie DLAL et financement des dossiers retenus au titre des stratégies locales - Coopération intergalpa/intra régions/, au niveau national et européen

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site www.oec.fr

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

Définis dans les fiches actions des stratégies des GALPA retenus

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur un système oui/non :

♦

♦

- Soutien préparatoire : néant.
- Sélection des GALPA : ils sont définis dans l'appel à candidature.
- Sélection des opérations : ils sont définis par chaque GALPA selon la stratégie retenue.

Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est défini par un taux de base majoré ou minoré en fonction de critères définis en instance partenariale régionale, dans la limite du taux maximal réglementaire

Taux de contribution du FEAMPA

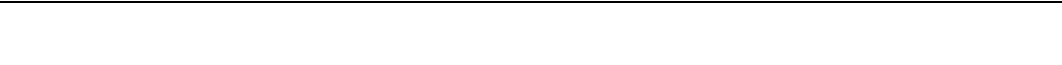
50% des aides publiques

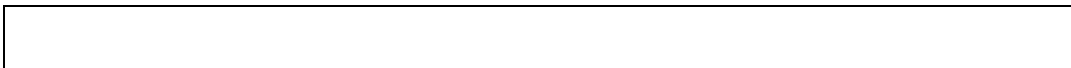
Indicateurs de résultat

- Emplois créés
- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons
- Activités de coopération entre parties intéressées
- Entités bénéficiant d'activités de promotion et d'information
- Action visant à améliorer les capacités de gouvernance

Mesure FEAMP : Renforcer les activités de pêches durables sur le plan économique, social et environnemental (OS 1.1)

Note éliminatoire : 30/100





ère de sélection	Note Possible		Note maxi possible		Note attribuée
/	/	/	/	/	/
sur investissement	0 5 10	> 15 ans entre 10 et 15 ans < 10 ans	10	30	
e annuelle générée par le projet	0 20	Valeur ajoutée inférieure aux dépenses de personnel, coûts énergétiques, coûts de réparation-entretien, les coûts variables et les coûts fixes* Valeur ajoutée supérieure aux dépenses de personnel, coûts énergétiques, coûts de réparation-entretien, les coûts variables et les coûts fixes*	20		
onnel d'emplois (ETP) créés se créée, lors de sa	10 20	un seul emploi deux emplois dont le jeune qui s'installe	20	25	
bue à promouvoir l'égalité nelle femme/homme	0 5	Non Oui	5		
it l'objet d'investissements destinés à améliorer son ergétique ou projets ents intégrés dans le plan et, le cas échéant dossier au titre de l'OS 1.2	0 15	Non Oui	15	30	
ant à un cahier des charges en œuvre avec le soutien anisation de pêcheurs	0 10	Non Oui	10		

Note éliminatoire

< 30

navires sur lesquels porte le projet	5	1 seul navire 2 navires ou plus Non	10
	10		

Plancher d'aide publique : 5 000 € par projet d'investissement Plafond d'aide publique :

Grille de sélection pour notation :

PORTEUR DE PROJET N° immatriculation NAVIRE :



		projet prévoyant une diffusion des résultats (le cas échéant)	0 5	Oui	10		
TOTAL					100	100	0

Mesure FEAMP : Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 (OS 1.2) Note éliminatoire : 30/100

Plancher d'aide publique : 5 000€ par projet Plafond d'aide publique :



Grille de sélection pour notation :

PORTEUR DE PROJET: N° immatriculation NAVIRE :

Critères de sélection portant	Thématique	Critère de sélection	Note Possible		Note maxi possible		Note attribuée
sur le bénéficiaire	/	/	/	/	/	/	/
sur le projet	Qualité environnementale	efficacité énergétique actuelle du navire (nombre de litres de carburant consommés / kg de produits débarqués sur les 2 dernières années)	15	ratio < 0,5	35	75	
			20	ratio compris entre 0,5 e			
			35	ratio > 1 t 1			
	Impact sur l'emploi	% prévisionnel d'amélioration de l'efficacité énergétique du navire	20	entre 5 et 10% >	40	20	
			40	10%			
	Cohérence du projet	L'opération génère la création d'au moins 1 ETP	0	Non	10		
			10	Oui			
		L'opération permet le maintien l'emploi existant à bord	0	Non	10		
			10	Oui			
		Le bénéficiaire est un nouvel installé au cours de cette programmation	0	Non	5	5	
			5	Oui			

TOTAL		100	100	0
		Note éliminatoire	< 30	

Mesure FEAMP : Contribuer à la protection et restauration des écosystèmes aquatiques (OS 1.6)

Note éliminatoire : 30/100

Plancher d'aide publique : 5 000 € par projet d'investissement

Plafond d'aide publique :

Grille de sélection pour notation :

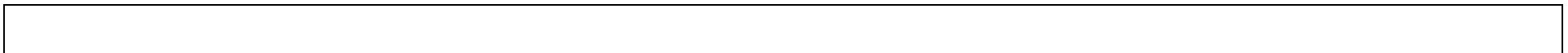
PORTEUR DE PROJET



Critères de sélection portant	Thématique	ère de sélection	Note Possible		Note maxi possible		Note attribuée
sur le bénéfici	/	/	/	/	/	/	/
TOTAL					0	0	0

Note éliminatoire

< 30



Mesure FEAMP : Promouvoir les activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental (OS 2.1) Note éliminatoire : < 30/100

Critères de sélection portant	Thématique	Critère de sélection	Note Possible		Note maxi possible		Note attribuée
sur le bénéficiaire	Impact sur l'emploi	Le porteur est un nouvel installé	0 15	Non Oui	15	15	
Sure le projet	Impacts économiques sur les filières, le développement des marchés et la compétitivité des entreprises	L'opération permet de maintenir ou d'augmenter la production aquacole en volumes	0 5 10	< 5% entre 5 et 10 % > 10% (ou nouvel installé)	10	45	
		L'opération permet d'améliorer la rentabilité de l'entreprise	0 10	Non Oui	10		
		L'opération permet d'améliorer la résilience de l'entreprise	0 5	Non Oui	5		
		L'opération permet d'améliorer la qualité des produits pour le consommateur	0 15	Non Oui	15		
		Le projet met en œuvre une technologie innovante reconnue dont les effets positifs ont déjà été démontrés	0 5	Non Oui	5		
	Impacts sur l'emploi	L'opération permet la création d'emploi(s) durables (sans compter le dirigeant de l'entreprise dans le cas d'un nouvel installé)	0 5	Non Oui	5	20	
		L'opération permet d'améliorer significativement les conditions de travail (santé, sécurité, bien-être)	0 5	Non Oui	10		
		Le projet contribue à la promotion de l'égalité professionnelle femme/homme	0 5	Non Oui	5		

--

		L'opération permet une meilleure utilisation des ressources et / ou une amélioration de la gestion des rejets et déchets	0 10	Non Oui	10		
		L'opération permet une meilleure prise en compte du bien-être animal d'après la bibliographie, un vétérinaire, un organisme scientifique ou centre technique de référence	0 5	Non Oui	5		
		TOTAL					100
	Qualité environnementale	L'opération permet de réduire les impacts négatifs ou renforce les effets positifs sur l'environnement (hors utilisation des ressources et gestion des rejets)	0 5	Non Oui	5	20	



Plancher d'aide publique : 5000 € par projet Plafond d'aide publique :

Grille de sélection pour notation :

Note éliminatoire	< 30
-------------------	------

Mesure FEAMP : Développer des marchés compétitifs, transparents et stables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture, et transformer ces produits (OS 2.2)

Critères de sélection portant	Thématique	critères de sélection	Note possible		Note maxi possible	Note attribuée
Sure le projet	Entité	création d'entreprise avec un nouveau numéro siret	0 15	Non Oui	15	
	Impact économique sur les filières, le développement des marchés	Amélioration de la prise en charge des produits et valorisation de la qualité, conquête de nouveaux marchés	0 20	Non Oui, l'investissement permet d'améliorer la prise en charge des produits et la qualité, assurant un maintien de l'activité	20	
		certification	0 5	Non Oui	5	
		Prise en charge des produits soumis à l'obligation de débarquement	0 5	Non Oui,	5	
	Impact environnemental	Contribution à la transition écologique et réduction de l'incidence des activités portuaires sur l'environnement	0 10 20	Non Oui, en permettant un suivi et un contrôle de l'incidence des activités Oui, en permettant une réduction de l'incidence des activités	20	
	Impact sur l'emploi	Création d'emplois	0 10	Non Oui	10	

		Attractivité du secteur et amélioration les conditions de travail et de sécurité	0 25	Non Oui	25	
TOTAL						100 0

Plancher d'aide publique : 5 000 € par projet Plafond d'aide publique :



Grille de sélection pour notation :

Note éliminatoire

--

